



Indian and Northern
Affairs Canada

Affaires indiennes
et du Nord Canada

JOHN E. ROBBINS
LIBRARY
BRANDON UNIVERSITY

179845

No.

[JUN 1 4 1984]

Your file Votre référence

MAY 11 1984

Brandon University Library

Our file Notre référence

Directeurs généraux régionaux
Affaires indiennes et inuit
TOUTES LES REGIONS

Regional Directors General
Indian and Inuit Affairs
ALL REGIONS

Mineral Surrenders

The attached paper entitled "Mineral Surrenders" was prepared by Mrs. Marlene Desjardins of the Indian Minerals Office in Ottawa at my request and is being circulated to you for your information, and the attention of your staff.

The paper briefly describes the purpose of a mineral surrender, which is, the first step towards mineral development after an Indian Band decides to realize economic benefits from the assessed mineral potential of their Reserve. The surrendered mineral rights are administered under the provisions of the Indian Oil and Gas Act and Regulations and the Indian Mining Regulations.

The paper also summarizes the provisions of the existing federal/provincial agreements in respect of natural resources, and how they affect the mineral development of Indian Reserves, especially in terms of economic benefits.

Cessions aux fins d'exploitation minière

Le document ci-joint intitulé "Cessions aux fins d'exploitation minière" fut préparé par Mme Marlene Desjardins du bureau des Ressources minérales des Indiens à Ottawa, suite à ma demande et est mis en circulation pour votre information et l'attention de vos employés.

Le document décrit brièvement le but d'une cession minérale, qui est, le premier stage vers le développement minéral après qu'une Bande indienne décide d'obtenir des bénéfices économiques d'après le potentiel minéral étudié de leur réserve. Les droits des cessions aux fins d'exploitation minière sont administrés selon les dispositions de la Loi et du Règlement sur le pétrole et le gaz des terres indiennes et du Règlement sur l'exploitation minéral dans les réserves indiennes.

Le document résume aussi les provisions des ententes fédérales/provinciales qui existent au sujet des ressources naturelles et comment elles affecteront le développement minéral des réserves indiennes, surtout en terme de bénéfices économiques.

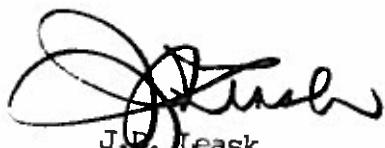
The paper succinctly and accurately describes the complexities facing the Reserves and Trusts Program and in particular, the Indian Minerals Directorates, in administering the mineral resources of Indian Reserves.

The recognized role of mineral resources in establishing an economic base for self-sufficiency will no doubt be considered vital to some Bands on the road to self-government. The federal and provincial positions regarding mineral resources, especially of Indian Reserves, will probably become a politically sensitive issue as Indian self-government is realized.

Le document décrit brièvement et adroïtement, la complexité dont doit faire face le programme de Réserves et fidéicommis et en particulier, la division des Ressources minérales des Indiens, pour administrer les ressources minérales des réserves indiennes.

Le rôle reconnu des ressources minérales afin d'établir une base économique pour cet indépendance sera sans doute considéré vital à quelques Bandes se dirigeant vers une autonomie. Les positions fédérales et provinciales au sujet des ressources minérales, surtout des réserves indiennes, deviendront sûrement un sujet politique sensible au fur et à mesure que l'autonomie des Indiens se réalise.

Le Directeur général
Réserves et fidéicommis,



J.P. Leask
Director General
Reserves and Trusts.

CC: Director, Lands (Ottawa)
Directors, Indian Minerals
Regional Directors,
Reserves and Trusts
Regional Directors,
Yukon and N.W.T.

CC: Directeur, Terres (Ottawa)
Directeurs, Ressources Minérales
Directeurs régionaux,
Réserves et fidéicommis
Directeurs régionaux,
Yukon et T.N.O.

Cessions aux fins d'exploitation minière

En vertu de l'article 91 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, la Couronne fédérale a compétence législative sur les Indiens et les terres réservées aux Indiens. La Constitution canadienne n'a pas abrogé ces pouvoirs et a confirmé la compétence des provinces sur les ressources naturelles non renouvelables. Ce facteur souligne l'importance des accords fédéraux-provinciaux actuels sur les ressources naturelles des terres indiennes.

Dans la Loi sur les Indiens, on définit une "réserve" comme "une parcelle de terrain dont le titre juridique est attribué à Sa Majesté et qu'Elle a mise de côté à l'usage et au profit d'une bande". La disposition de cette Loi en vertu de laquelle "les terres dans une réserve ne doivent être vendues, aliénées ni louées, ou qu'il ne doit en être autrement disposé, que si elles ont été cédées à Sa Majesté par la bande à l'usage et au profit communs de laquelle la réserve a été mise de côté" a été inscrite dans celle-ci afin d'assurer l'inviolabilité des terres des réserves en empêchant l'aliénation au profit de quiconque n'est pas membre de la bande. Actuellement, en vertu de la loi, seule la Couronne fédérale, soit le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, a le pouvoir de traiter avec quelqu'un d'autre qu'un membre d'une bande, au sujet des terres des réserves.

Mineral Surrenders

Section 91 of the British North America Act gave the Federal Crown the legislative powers with respect to Indians and lands reserved for Indians. These powers have not been abrogated by the Canadian Constitution which has also confirmed the provincial jurisdiction regarding the non-renewable natural resources of the province. This confirmation re-enforces the fundamental importance of existing federal-provincial agreements that affect the natural resources of Indian lands.

Reserves are defined in the Indian Act as a tract of land, the legal title to which is vested in Her Majesty, that has been set apart by Her Majesty for the use and benefit of a Band. The Indian Act provision that "lands in a Reserve shall not be sold, alienated, leased or otherwise disposed of until they have been surrendered to Her Majesty by the Band for whose use and benefit in common, the reserve was set apart" was made to ensure the inviolability of reserve lands by precluding the alienation of reserve lands in favour of anyone other than a Band member. Under existing legislation only the Federal Crown has the authority to deal with anyone other than a band member with respect to Reserve lands, that is, the Department of Indian Affairs and Northern Development.

Une bande peut céder tout droit ou titre sur des terres de sa réserve et permettre ainsi au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien de céder ceux-ci, en vertu d'un bail ou d'un autre mode de disposition, selon la volonté et les aspirations de la bande. Une telle cession peut être complète ou limitée, conditionnelle ou inconditionnelle. Avant que des minéraux puissent être exploités sur des terres indiennes, la ou les bandes au profit desquelles elles ont été mises de côté doivent céder en bonne et due forme ces minéraux ou les droits sur ceux-ci. Une cession de droits miniers globale ou particulière à certains minéraux demeure une cession limitée car elle porte sur une utilisation précise et se présente habituellement sous la forme d'un permis ou d'un bail. Une fois qu'une bande a cédé des droits miniers, ceux-ci sont administrés selon les dispositions de la Loi et du Règlement sur le pétrole et le gaz des terres indiennes et du Règlement sur l'exploitation minière dans les réserves indiennes. Ces Règlements prévoient la cession des droits miniers au moyen d'appels d'offres publics, de ventes de droits pétroliers et gaziers ou d'accords négociés.

Une fois qu'une bande a cédé des droits miniers, le Ministère a plein pouvoir de les gérer, mais il prend soin tout de même de la consulter et de lui demander son accord avant d'aliéner ces droits. Car il n'a jamais cessé d'encourager les bandes à participer toujours davantage à la gestion de leurs ressources minières. On s'en rend compte par le nombre croissants d'accords négociés, et notamment de demandes de baux sur des droits de surface, en vue de l'exploration et de l'exploitation de ressources naturelles. Les bandes peuvent aussi participer à la cession

A Band may surrender any right or interest that it may have in a reserve in order that the Minister of Indian Affairs and Northern Development may lease or otherwise dispose of it in accordance with the Band's wishes and aspirations. The surrender may be absolute or qualified, conditional or unconditional. Before any mineral development on Indian lands can take place, the Indian Band(s) for which the land was set aside, must make an appropriate surrender of the minerals and mining rights in connection therewith. A surrender of mineral rights, in general or for specific minerals, is a qualified surrender because it refers to a specific use and is usually disposed of by the granting of permits or leases. Once a Band has surrendered its mineral interests, the mineral rights are administered under the provisions of Indian Oil and Gas Act and Regulations and the Indian Mining Regulations. The regulations provide for the disposal of mineral rights by public tender, a sale of oil and gas rights, or by negotiated agreements.

Although a mineral surrender by a Band provides full authority to the Department to manage the mineral rights, the Band is consulted and its consent is sought before proceeding with any disposition of mineral rights. There is a continuous effort by the Department to encourage Bands to become more involved in the management of their mineral resources. This is evidenced by the increase in the number of negotiated agreements, including surface lease requirements incidental to exploration and development of the natural resource. The Bands may also be

de droits miniers au moyen d'appels d'offres publics, auxquels ils collaborent depuis leur publication jusqu'à l'ouverture et l'acceptation des soumissions.

Les Indiens reconnaissent déjà depuis longtemps l'importance des ressources minières de leurs terres et le rôle qu'elles peuvent jouer dans leur accession à l'autonomie. Dans l'état actuel des choses, ces ressources ne sont exploitées qu'à la demande des bandes, qui en retirent des avantages, surtout d'ordre pécuniaire, conformément aux Règlements pertinents ou aux accords négociés, et sous réserve des accords fédéraux-provinciaux applicables. Toutefois, les dispositions de ces accords vont parfois à l'encontre des exigences de la Loi sur les Indiens et des règlements pertinents, ou encore il arrive que la position adoptée par telle ou telle province ne favorise pas l'exploitation des ressources minières des terres indiennes. On comprend maintenant pourquoi nous avons signalé plus haut que la Constitution canadienne confirme la compétence des provinces sur les ressources naturelles non renouvelables.

Comme nous l'avons déjà indiqué, il arrive que les accords fédéraux-provinciaux aillent à l'encontre de la Loi sur les Indiens. C'est le cas notamment des accords conclus avec la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick, qui reconnaissent à ces Provinces la propriété des ressources minières des réserves indiennes; d'où l'impossibilité pour les bandes, sur le plan technique, de céder des droits miniers. Ces provinces affirment cependant que les bandes peuvent quand même bénéficier de tous les avantages susceptibles d'être obtenus de l'exploitation de leurs ressources minières, pourvu qu'elles ne cèdent pas tous leurs droits et titres sur leur réserve et qu'elles continuent d'exister.

involved in the disposal of mineral rights by public tender from the posting of the rights to the opening and acceptance of bids.

Indian people have and are continuing to recognize the value of the mineral resources of Indian lands and the role which the minerals will play in obtaining economic self-sufficiency. As it now stands, the mineral resources of Indian reserves are developed only at the request of the Bands. The Indian Bands receive the benefits, primarily monetary, in accordance with the Regulations or the negotiated agreement and subject to the applicable federal-provincial agreements. However, application of the provisions of federal-provincial agreements is sometimes in conflict with the requirements of the Indian Act and the regulations or the provincial position is not conducive for promoting mineral development. The relevancy of the earlier reference to the Canadian Constitution's confirmation regarding provincial jurisdiction over non-renewable natural resources now become apparent.

As indicated above, the federal-provincial agreements may be in conflict with the Indian Act. This is true with respect to the agreements with Nova Scotia and New Brunswick which are the recognized owners of the mineral resources of Indian Reserves, and this makes it technically impossible for the Band to surrender the mineral rights. However, the Provinces concede that the Indian Bands are to receive all benefits from mineral resource development as long as the Band does not surrender all its rights and interests in the reserve and as long as the Band exists.

Ces deux accords fédéraux-provinciaux permettent l'application des règlements sur l'exploitation minière établis en vertu de la Loi sur les Indiens. Toutefois, il n'existe dans les lois fédérales aucune clause permettant de donner aux dispositions de ces accords force de loi, pour appliquer lesdits règlements aux minéraux de compétence provinciale. On envisage actuellement des mesures afin de remédier à cette situation.

Il n'existe dans le moment aucun accord avec le Québec, lequel revendique une compétence totale sur l'exploitation des minéraux, une fois que la bande les a cédés. Le Ministère a donc pour politique de ne pas encourager les projets d'exploitation minière dans les réserves du Québec tant que les bandes ne pourront en retirer d'avantages.

En Ontario, les dispositions de l'Accord sur les terres d'Ontario de 1924 accordent à la Province 50 pour cent des profits des activités d'exploitation minière réalisées dans les réserves indiennes, les recettes étant perçues par le gouvernement fédéral. Toutefois, certaines réserves ne sont pas visées par cet accord, surtout celles qui ont signé le traité de l'angle nord-ouest du lac des Bois (qui ne sont pas incluses dans l'accord) et les réserves pour lesquelles la Province a renoncé à sa part de 50 pour cent. Même si les renonciations consenties par cette dernière ont été par la suite jugées ultra vires, son gouvernement ne les a pas annulées pour autant. Le Ministère renégocie actuellement l'Accord de 1924, afin que les Indiens puissent retirer à l'avenir tous les profits de l'exploitation de leurs ressources minières.

These two federal/provincial agreements provide for the applicability of the mining regulations made under the Indian Act but the federal statutes did not contain a clause which would give the provisions of the Agreements the force of law to apply the said mining regulations over minerals under provincial jurisdiction. Plans to correct these areas of conflict are under consideration.

There is no agreement with the Province of Quebec which claims complete jurisdiction over mineral development once a Band surrenders the minerals. Therefore, it is departmental policy to discourage mineral development on Quebec reserves until the Bands are able to receive some benefits.

In Ontario, the terms of the 1924 Ontario Lands Agreement provide that the province receives 50% of the benefits resulting from mineral activity on Indian Reserves. The revenues are collected by the federal government. There are exceptions to this, mainly, reserves under the Northwest Angle Treaty which were excluded under the Agreement and those reserves for which the Province waived its right to the 50% share. Even though the provincial waivers were later deemed ultra vires the Ontario government has not rescinded the waivers. The 1924 Agreement is being renegotiated with the departmental aim being that the Indian people will obtain all benefits from mineral development.

Dans les provinces du Manitoba, de l'Alberta et de la Saskatchewan, les Indiens perçoivent tous les profits des activités d'exploitation minière réalisées dans leurs réserves, en vertu des dispositions des lois et des accords de 1930 sur le transfert des ressources naturelles. Comme certaines dispositions de l'Accord sur les terres d'Ontario de 1924 ont été incluses dans les accords de 1930, il faudra peut-être modifier ces derniers lorsque l'Accord de 1924 sera renégocié et signé.

En Colombie-Britannique, l'exploitation minière dans les réserves indiennes est de compétence provinciale, en vertu de l'Indian Reserves Mineral Resources Act de cette Province et de l'accord correspondant. C'est la seule province où le Règlement sur l'exploitation minière dans les réserves indiennes ne peut être appliqué, même si une bande doit quand même céder ses droits avant que les activités d'exploitation ne puissent être réalisées, afin que celles-ci correspondent aux voeux des bandes. L'Accord de 1943 prévoyait le partage à parts égales des recettes de l'exploitation minière entre la Province et la Couronne fédérale, la part de cette dernière étant versée à l'usage et au profit des bandes concernées. Les recettes sont perçues par la Province. Toutefois, comme l'Accord de 1943 s'est avéré peu profitable pour les Indiens, le Ministère est actuellement en train de le renégocier, afin que ceux-ci puissent en retirer de plus grands avantages. C'est pourquoi il n'encourage pas les projets d'exploitation minière dans les réserves indiennes de la C.B. tant que l'Accord sera encore en vigueur. Toutefois, la Loi et l'Accord susmentionnés ne portaient que sur les minéraux métalliques. Les activités

In the provinces of Manitoba, Alberta and Saskatchewan, the Indian people receive 100% of the benefits of mineral activity of Indian Reserves under the provisions of the 1930 Natural Resources Transfer Acts and Agreements. Provisions of the 1924 Ontario Lands Agreement were included in the 1930's Agreements which may require amendment when the 1924 Agreement is renegotiated and finalized.

In British Columbia, mineral development of Indian Reserves falls under provincial jurisdiction in accordance with the 1943 British Columbia Indian Reserves Mineral Resources Act and Agreement. This is the only province in which the Indian Mining Regulations are inapplicable but a surrender is still necessary before development to ensure that the development is in accordance with the Bands' wishes. The 1943 Agreement provided for a 50-50 split of the revenues from mineral development, between the province and the federal Crown, the latter's share being for the use and benefit of the Indian Bands concerned. The revenues are collected by the Province. However, as the benefits to the Indians under the 1943 Agreement have been inconsequential, the Department has been in the process of re-negotiation of the Agreement to secure improved benefits for the Indian people. It is not departmental policy to promote mineral development of B.C. Indian Reserves while the 1943 Agreement is still in force. However, the B.C.I.R.M.R. Act and Agreement only covered metallic minerals. Any oil and gas development on Indian lands, (where the title to the oil and gas is in the Federal Crown) is governed by the Indian Oil and Gas Act and Regulations. Coal of one Indian

d'exploitation pétrolière et gazière réalisées sur les terres indiennes (lorsque la Couronne fédérale détient les titres sur ce pétrole et ce gaz) sont donc régies par le Règlement sur le pétrole et le gaz des terres indiennes. On a aussi extrait du charbon dans une réserve de la C.-B. en vertu des lois fédérales mais on ne peut s'entendre sur les compétences en ce domaine.

Il convient de noter que, malgré l'Accord de 1943, on n'a pu déterminer les titres de propriété sur les minéraux. Celui-ci avait seulement pour but de permettre l'extraction de l'or et de l'argent, dont la Province revendique la compétence, car il n'était pas possible d'exploiter ces métaux précieux sans toucher aux métaux non précieux qui, selon la Couronne fédérale, appartiennent aux réserves. Donc, comme nous l'avons déjà dit, on n'a pas encore réussi à déterminer complètement les titres de propriété sur les ressources minières des réserves indiennes en Colombie-Britannique.

Comme nous l'avons déjà signalé, pour céder des droits miniers, les bandes indiennes accordent habituellement une "cession à bail", en vertu d'un permis ou d'un bail. Normalement, un permis est délivré à des fins d'exploration et un bail, en vue d'activités d'exploitation, c'est-à-dire pour l'extraction et l'enlèvement de minéraux. On utilise les expressions bail pétrolier ou gazier et bail minier pour montrer que les droits cédés reviennent à la Couronne lorsque la détenteur du bail n'a plus besoin des droits en question à des fins d'exploitation. Le bail relatif à des droits miniers n'est pas un bail comme on l'entend dans la langue courante mais plutôt un "profit à prendre", car il permet à l'exploitant d'explorer les terres visées et d'en extraire le ou les minéraux recherchés, en versant des redevances ou un autre type de compensation; le détenteur du bail achète donc en quelque sorte les minéraux qu'il exploite pendant la durée du bail.

Reserve in B.C. was mined under federal legislation but there is some dispute re: the jurisdiction for coal.

It should be noted that the 1943 Agreement did not resolve title to the minerals but was intended as a ways and means to successfully mine the gold and silver, which B.C. claims, because the precious metals could not be mined without disturbing the base metals which were claimed as part of the reserve lands by the Federal Crown. It must be repeated that the title to the minerals of Indian Reserves in B.C. has not been completely established.

As indicated earlier, a surrender of mineral rights by an Indian Band usually provides for disposition by "leasing" under a permit or lease. A permit is usually for exploration and a lease is for exploitation, i.e. working and removing the mineral. The terms oil and gas lease or mineral lease are used to denote that the mineral rights revert to the Crown when the lessee no longer wants or needs the rights for development purposes. A lease of the mineral rights, is not a lease as understood in the everyday vernacular, but is a "profit à prendre", because it allows someone to go onto the land to look for and to take out the mineral or minerals by paying a royalty or other consideration, that is, the lessee buys the minerals during the term of the lease.

Les bandes indiennes cèdent leurs droits miniers lorsqu'elles veulent assurer l'exploitation de leurs ressources, et ces cessions se font avec une participation maximale de leur part.

Le rôle du Ministère est de veiller à ce que les Indiens retirent le plus d'avantages possibles de l'exploitation minière de leurs terres et à ce que les détenteurs de bail réalisent cette exploitation conformément aux Règlements pertinents et à leur bail et selon les méthodes établies de l'industrie.

L'exploitant a droit d'exploiter les minéraux du territoire cédé à bail sans que la bande ne lui oppose d'obstacles indus et d'obtenir les droits de surface nécessaires pour extraire ces minéraux; la bande ne peut donc lui refuser de façon injustifiée l'accès aux minéraux, sans quoi les droits miniers obtenus ne serviraient à rien. Toutefois, les droits et les titres des Indiens ne sont pas pour autant annulés par les besoins de l'exploitant.

Les négociations entre les Indiens, le Ministère et les exploitants sur tous les aspects de l'exploitation minière ont pris de plus en plus d'importance et fait de grands progrès, ce qui permet d'examiner les besoins, les souhaits et les problèmes de tous les intéressés et d'y répondre de façon satisfaisante. Il ne faudrait pas sous-estimer le rôle que les négociations peuvent jouer, en matière d'exploitation minière, pour aider les bandes à retirer le plus d'avantages possibles sur le plan économique et favoriser leur accession à l'autonomie.

The disposition of mineral rights is predicated on the Bands' wishes for development and is conducted with as much Indian involvement as possible.

The Department's role is to ensure that the Indian people receive the best deal for the mineral development of their lands and that the lessee conducts the development in accordance with the Regulations and its lease as well as the established good field practices of the industry.

The developer is entitled to work the leased area without undue interference and is entitled to obtain surface rights required to work the minerals, that is, access to the minerals cannot be unreasonably denied otherwise the mineral rights acquired would be useless. However, the rights and interests of the Indian people are not over-ridden by the needs of the developer.

The role of negotiation by the Indian people, the Department and the developer in all aspects of mineral development has become increasingly important and highly advanced to ensure that the needs/desires and problems of all concerned are satisfactorily addressed and solved. The role of negotiation in mineral development should not be underestimated in assisting Bands to realize economic benefits and to promote self-determination.

I - PREFACE

The minerals inventory has been divided into seven regional volumes. Each volume contains a reserve-by-reserve evaluation of metallic, non-metallic, structural and oil and gas minerals. The evaluation of each mineral has been based on a numerical rating of one to ten, as follows:

- = 'mineral potential unknown'
- 0 = no mineral potential
- 1,2 = poor mineral potential
- 3,4 = fair mineral potential
- 5 = moderate mineral potential
- 6,7 = good mineral potential
- 8,9 = excellent mineral potential
- 10 = ongoing production

In the opinion of the operational offices those minerals with a rating of five to ten have the greatest development potential.

These minerals are identified by resource category and mineral type. Those minerals with a rating of one to four are not economically viable to produce. Consequently, these minerals have been listed by category but not by type. However, in the event that market conditions, consumer demand or commodity price change occur, minerals evaluated in the three to four range might be re-considered.

Although oil and gas is a separate category in the inventory a separate chart is included to indicate the oil and gas lease and permit activity conducted by industry in the private sector on specified reserves in each region. There are three categories of activity indicated on the charts:

- a) producing - P
- b) shut-in - S
- c) exploratory - E

Documents Section

JUN 14 1984

Princeton University Library

A. ABBREVIATIONS

There are four categories of mineral activities that have been identified in the inventory. They have been abbreviated as follows:

M - Metallics
NM - Non-Metallics
S - Structural
OG - Oil and Gas

B. MINERAL RESOURCES

The mineral resources listed below in the four categories have been identified on Indian Reserve lands in the seven national regions.

<u>METALS</u>	<u>NON-METALS</u>	<u>STRUCTURAL MATERIALS</u>	<u>OIL & GAS</u>
copper	asbestos	clay	bitumen
gold	coal	sand & gravel	crude petroleum
iron	diatomite	shale	natural gas
lead	feldspar	slate	
magnesium	graphite	stone	
magnetite	gypsum	lime	
molybdenum	helium	dolomite	
nickel	jade		
platinum group	lignite		
silver	limestone		
tungsten	manganese		
uranium	marl		
zinc	obsidian		
	peat		
	perlite		
	potash		
	quartzite		
	salt		
	silica		
	silica sand		
	sodium carbonate		
	talc		

ATLANTIC REGION
MINERALS INVENTORY

II. MINERALS INVENTORY

(1-4)

- | | |
|-------------------------------|--------|
| 201. Atlantic Regional Office | p. 1 |
| 271. New Brunswick District | p. 2 |
| 274. Nova Scotia District | p. 3-4 |

I. ATLANTIC REGIONAL OFFICE

<u>DE</u>	<u>BAND</u>	<u>RESERVE</u>	<u>M</u>	<u>N-M</u>	<u>S</u>	<u>OG</u>	<u>MINERAL</u>
	Abegweit	Morell No. 2	-	-	-	-	
		Rocky Point No. 3	-	-	-	-	
		Scotchfort No. 4	-	-	-	-	
?	Lennox Island	Lennox Island No. 1	-	7	-	-	peat;

1. NEW BRUNSWICK DISTRICT

<u>E</u>	<u>BAND</u>	<u>RESERVE</u>	<u>M</u>	<u>N-M</u>	<u>S</u>	<u>O.G.</u>	<u>MINERAL</u>
13	Big Cove	Richibucto No. 15	2	2	2	-	
14	Buctouche	Buctouche No. 16	1	1	5	-	gravel
15	Burnt Church	Burnt Church No. 14 Pokemouche No. 13 Tabusintac No. 9	4 4 5	2 2 3	5 5 5	4 - -	sand & gravel sand & gravel uranium, copper; sand & gravel
16	Edmunston	St. Basile No. 10	2	1	2	-	
7	Eel Ground	Big Hole Tract No. 8 (South Half) Eel Ground No. 2 Renouse No. 12	6 7 4	2 1 1	7 2 1	- - -	base metals; gravel lead, zinc, copper, silver
8	Eel River	Eel River No. 3	4	1	5	-	sand & gravel
9	Fort Folly	Palmers Pond No. 1	6	5	5	3	base metals; gypsum, salt; sand & gravel
	Indian Island	Indian Island No. 28	3	1	5	2	sand & gravel
	Kingsclear	Kingsclear No. 6	5	1	5	-	base metals; gravel
2	Oromocto	Oromocto No. 26	3	5	6	-	coal; gravel
3	Pabineau	Pabineau No. 11	8	2	7	2	base metals; aggregates
4	Red Bank	Big Hole Tract No. 8 Indian Point No. 1 Red Bank No. 4 Red Bank No. 7	5 5 6 6	1 1 1	5 3 6 6	- - - -	base metals; gravel base metals copper, uranium, manganese; limestone manganese; limestone sand & gravel
5	Saint Mary's	Devon No. 30 St. Mary's No. 24	2 2	1 1	4 2	- -	
6	Tobique	Tobique No. 20	3	5	5	-	gypsum; sand & gravel
7	Woodstock	Woodstock No. 23 The Brothers No. 18	7 5	2 3	5 5	- -	copper; sand & gravel copper, dolomite; limestone

74. NOVA SCOTIA DISTRICT

<u>JDE</u>	<u>BAND</u>	<u>RESERVE</u>	<u>M</u>	<u>N-M</u>	<u>S</u>	<u>OG</u>	<u>MINERAL</u>
18	Acadia	Gold River No. 21 Medway River No. 11 Ponhook Lake No. 10 Wildcat No. 12 Yarmouth No. 33	3 3 3 3 3	3 2 2 2 2	5 3 3 3 2	- - - - -	gravel
19	Afton	Franklin Manor No. 22 (48% of 1000 acres) Pomquet and Afton No. 23	4 3	5 5	1 5	- -	coal gypsum, salt; limestone
20	Annapolis Valley	Cambridge No. 32 Horton No. 35 St. Croix No. 34	2 2 2	1 2 1	5 2 2	- - -	sand & gravel
21	Bear River	Bear River No. 6 Bear River No. 6A Bear River No. 6B	5 2 -	5 2 -	3 2 -	- - -	base metals; antimony
22	Chapel Island	Chapel Island No. 5 Malagawatch No. 4	8 5	2 6	5 5	- 4	copper; dolemite, limestone base metals; gypsum; lime; oil
	Eskasoni	Eskasoni No. 3 Eskasoni No. 3A Malagawatch No. 4	8 8 5	6 6 6	6 6 5	- - 4	base metals; gypsum; limestone base metals; gypsum; limestone see above
23	Wagmatcook	Malagawatch No. 4 Margaree No. 25 Wagmatcook No. 1	5 4 -	6 3 -	5 3 5	4 - -	base metals; gypsum; lime; oil gravel
24	Pictou Landing	Boat Harbour West No. 37 Fishers Grant No. 24 Fishers Grant No. 24G Franklin Manor No. 22 (52% of 1000 acres) Merigomish Harbour No. 31	3 3 2 4 -	2 2 2 5 -	3 3 2 1 -	- - - - -	coal
25	Shubenacadie	New Ross No. 20 Pennal No. 19 Shubenacadie No. 13 (Grand Lake)	6 6 4	5 5 3	2 2 2	- - -	manganese; hematite copper; fluorite, tungsten

4. NOVA SCOTIA DISTRICT (cont'd.)

<u>E</u>	<u>BAND</u>	<u>RESERVE</u>	<u>M</u>	<u>N-M</u>	<u>S</u>	<u>OG</u>	<u>MINERAL</u>
		Shubenacadie No. 14 (Indian Brook)	7	5	5	-	base metals, uranium; gypsum; sand; ground water
5	Sydney	Caribou Marsh No. 29	2	2	2	-	
		Malagawatch No. 4	5	6	5	4	base metals; gypsum; lime; oil
		Sydney No. 28A	2	3	2	-	
		Membertou No. 28B (Sydney)	2	3	2	-	
Truro	Truro	Beaver Lake No. 17	4	3	3	-	(gold to investigate)
		Cole Harbour No. 30	2	2	2	-	
		Millbrook No. 27	2	2	5	-	sand & gravel
		Sheet Harbour No. 36	2	1	1	-	
		Truro No. 27A	2	1	4	-	
		Truro No. 27B	2	1	4	-	
		Truro No. 27C	2	1	4	-	
Whycocomagh	Whycocomagh	Malagawatch No. 4	5	6	5	4	base metals; gypsum; lime; oil
		Whycocomagh No. 2	7	6	6	4	base metals; quartzite; dolomite; oil